

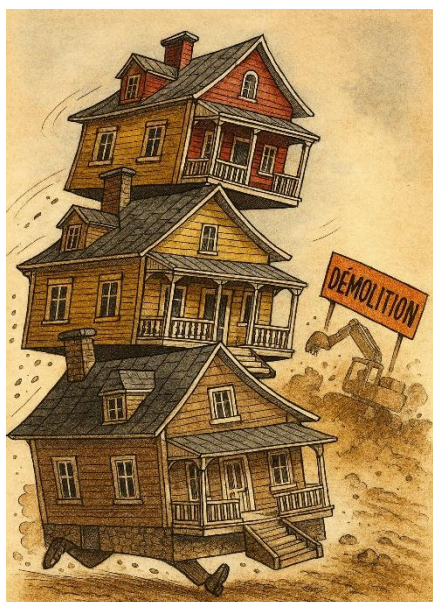
Patrimoine en péril | Un territoire à refaire | Comité consultatif | Le rôle des MRC

Regards sur le Patrimoine

Maison Abraham Dubois | Site de la Chapelle | Mirabel une région orpheli



Si rien ne change : À quoi ressemblera l'avenir du patrimoine



Unis par la passion de l'histoire et animées par des bénévoles passionnés, des sociétés d'histoires et de généalogie, des mouvements de sauvegarde de patrimoine, **Laurentides en Histoires** a vu le jour dans les Laurentides.

Cette plate-forme regroupe les initiatives patrimoniales, des appels à la sauvegarde, par des circuits, d'articles et d'appels à la mobilisation citoyenne dans toute la région, ainsi que dans la province de Québec.

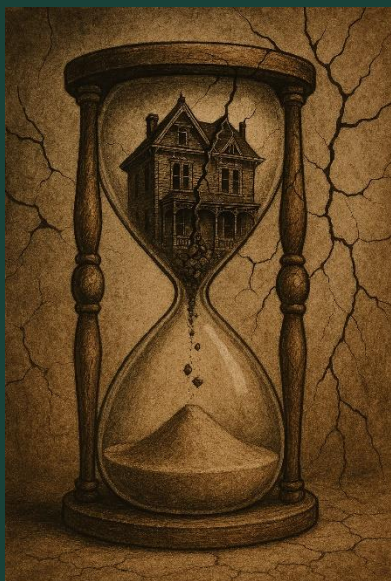
Le temps leur a donné raison puisque l'on observe de plus en plus un vaste engouement teinté de nostalgie lorsque l'on observe l'exaltation massive sur les réseaux sociaux face à la ressouvenance.

Si la tendance persiste ! Le Patrimoine disparaîtra dans une vingtaine d'années



**Pourtant la société actuelle n'est pas amnésique
Elle est pressée !**

L'impuissance face à la démolition du patrimoine, aggravée par des recours opaques, des délais trop courts, et une absence de reconnaissance des sociétés d'histoire comme interlocuteurs légitimes.



La disparition du patrimoine est souvent **progressive, invisible, banalisée**. On ne s'en rend compte qu'une fois qu'il est trop tard. Chaque génération a la responsabilité de transmettre ce qu'elle a reçu.

Si nous ne faisons rien, nos descendants n'auront plus accès aux lieux qui racontent leur propre histoire. Nos maisons anciennes, nos rues, nos vestiges racontent qui nous sommes. **Chaque vestige est une leçon vivante !**

Écoutez ce que disent les sources

- Le Patrimoine est vraiment en Péril si rien ne change ?
- Les Laurentides vraiment menacées ?
- Des solutions en toute quiétude ?
- Sauvons au moins des murs



Laurentides en Histoires

à

Notre plate-forme lance ce cri du cœur au nom de la population des Laurentides. Transformons cet appel impérieux en action collective, en donnant aux citoyens les outils, les connaissances et les récits nécessaires pour défendre leur histoire. Le but central de **Laurentides en Histoire** est de prévenir la disparition accélérée du patrimoine bâti, paysager et communautaire, en mobilisant la population et en soutenant les initiatives de sauvegarde.





**Édition
Spécial**

Patrimoine en Péril



À propos

Cet argumentaire s'inscrit dans une démarche citoyenne visant à protéger, valoriser et transmettre le patrimoine bâti du Québec. Il vise à sensibiliser les élus, les médias et la population à l'urgence d'agir pour préserver notre mémoire collective.

Le patrimoine bâti du Québec en péril : des ennemis multiples menacent notre mémoire collective

----- GILLES BOUVRETTE

Mirabel [01-01-2026]
— Le patrimoine bâti du Québec continue de disparaître à un rythme alarmant. Derrière chaque démolition, ce ne sont pas seulement des briques et des poutres qui tombent, mais des pans entiers de notre histoire, de notre identité et de notre mémoire collective.

Les Basses-Laurentides orphelines de leur histoires

« La société contemporaine se souvient, mais elle manque de temps pour le patrimoine. »

La disparition des 14 villages de Mirabel, les fusions des municipalités voisines de cette aéroport qui a ont englobé est souvent progressive, invisible, banalisée. On ne s'en rend compte qu'une fois qu'il est trop tard.



Chaque génération a la responsabilité de transmettre ce qu'elle a reçu. Si nous ne faisons rien, nos descendants n'auront plus accès aux lieux qui racontent leur propre histoire. Nos maisons anciennes, nos rues, nos vestiges racontent qui nous sommes. Les laisser disparaître, c'est effacer notre histoire.

Voir : Patrimoine en péril



Chaque pierre, chaque façade, chaque vestige est une leçon vivante. Ce n'est pas une prédiction absolue, mais une projection éclairée qui te permettra d'alimenter ton argumentaire sur l'urgence patrimoniale.



Un nouvel argumentaire citoyen met en lumière les véritables ennemis qui fragilisent nos bâtiments anciens — et révèle que la menace ne vient pas seulement des propriétaires négligents, mais aussi de mécanismes institutionnels, économiques et réglementaires qui découragent la préservation.

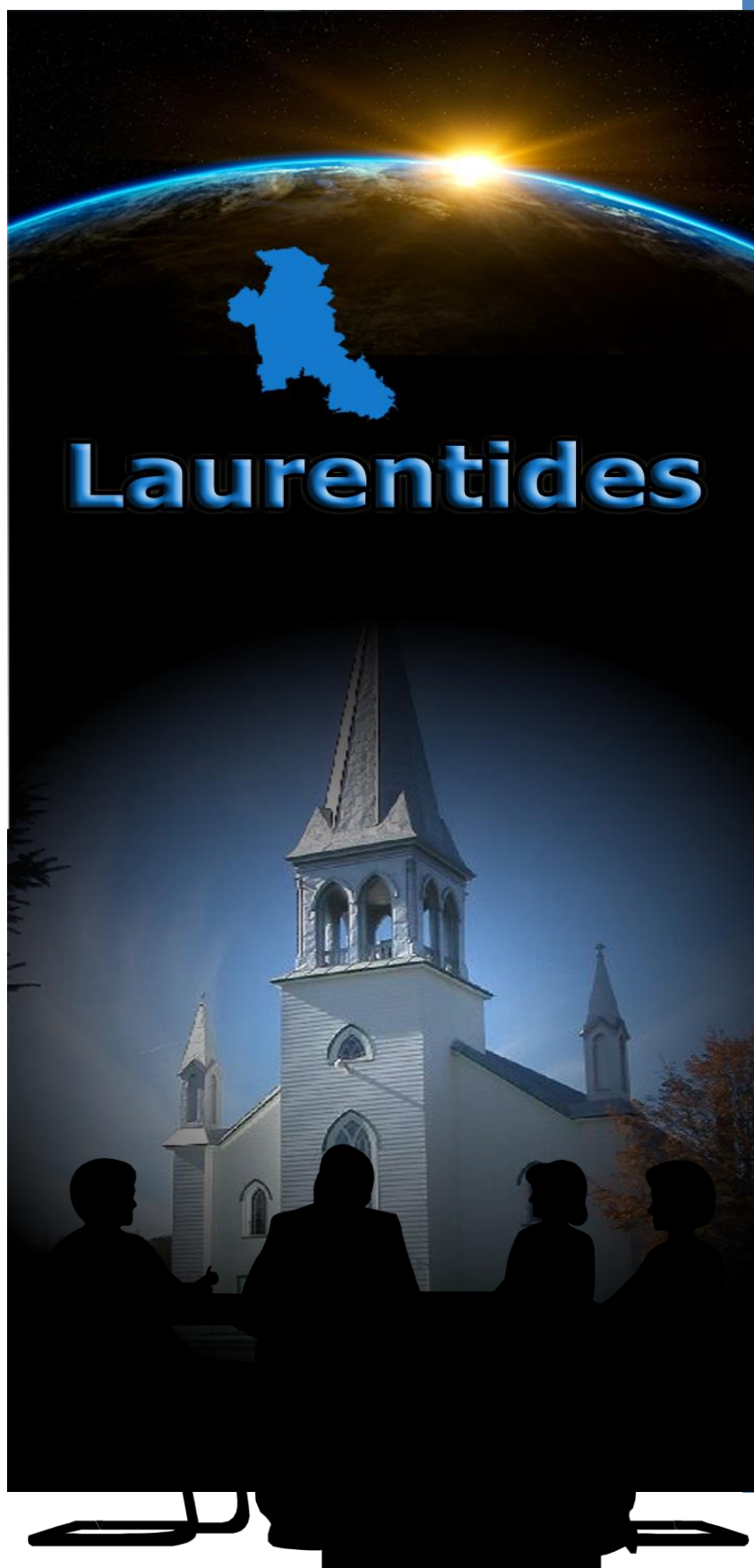
Voir : Les ennemis du patrimoine bâti



Les pompiers en plein travail.
(Photo LA CONCORDE par Roland Lesage)



• La ligne du temps et son évolution



Hégémonie culturelle

Unis par la passion de l'histoire et animées par des bénévoles passionnés, des sociétés d'histoires et de généalogie, des mouvements de sauvegarde de patrimoine, **Laurentides en Histoires** a vu le jour dans les **Laurentides** ainsi que dans la province de Québec.

Grace à ces visionnaires conscients de l'importance de la préservation culturelle, des fonds d'archives, des collections et des lieux culturels, furent sauvegardés et mise en valeurs dans leur région.

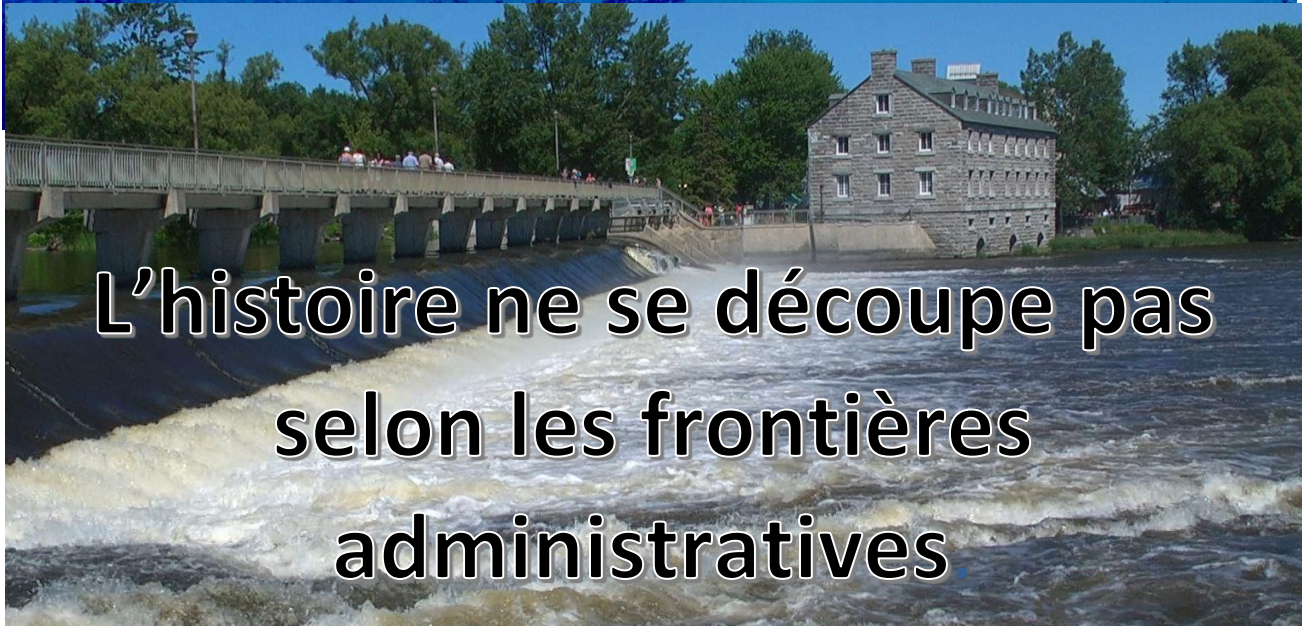
Le temps leur a donné raison puisque l'on observe de plus en plus un vaste engouement teinté de nostalgie lorsque l'on observe l'exaltation massive sur les réseaux sociaux face à la ressouvenance.

Le patrimoine bâti ne survit pas seulement grâce aux lois, aux inventaires ou aux règlements — il survit lorsqu'il devient culturellement hégémonique, c'est à dire lorsqu'il s'impose comme une évidence collective, un repère identitaire que personne n'ose sacrifier.

Un projet territorial culturel

fondé sur l'histoire

Laurentides en Histoires



L'histoire ne se découpe pas
selon les frontières
administratives

Construire une identité régionale fondée sur la “Double Genèse Laurentienne”

Deux récits, une même région

- **Au sud : la civilisation seigneuriale**, liée aux Patriotes, aux premières familles, aux terres longues, aux moulins, aux chapelles, aux maisons en pierre, aux chemins anciens.



- **Au nord : la colonisation planifiée**, les cantons, les colons recrutés, les paroisses neuves, l'épopée du Curé Labelle, les chemins de fer, l'ouverture vers le Nord.

Cette dualité peut devenir un **concept touristique unique au Québec** :
« Les Laurentides : deux mondes fondateurs, un même territoire.

URGENCE

La maison Abraham-Dubois : une démolition imminente

La maison Abraham-Dubois, l'un des derniers témoins matériels du régime seigneurial dans le sud des Laurentides, est déjà sous avis de démolition.

Sans reconnaissance rapide de la Zone historique Seigneuriale, cette maison :

- ne sera pas considérée comme un élément structurant de l'inventaire,
- ne bénéficiera d'aucune protection symbolique,
- et sera détruite avant même que la région puisse la documenter ou la mettre en valeur.

Chaque semaine compte.

Une fois démolie, il n'y aura plus rien à sauver, plus rien à raconter, plus rien à transmettre.

Le site de la Chapelle à Saint Jérôme : un promoteur menace de bloquer un projet historique

Le site de la Chapelle, lieu fondateur de Saint Jérôme, est au cœur d'un projet de mise en valeur historique.

Or, un promoteur privé tente actuellement :

- d'empêcher la réalisation du site historique,
- de bloquer l'accès au terrain,
- et de faire primer un projet immobilier sur la mémoire collective.

Sans cadre identitaire régional clair — Pays d'en Haut — la municipalité et les organismes patrimoniaux n'ont aucun levier narratif ou politique pour défendre ce lieu fondateur. Le promoteur avance plus vite que les protections.

Il est midi moins une

- **Sans action immédiate, la maison Abraham-Dubois sera démolie.**
- **Sans action immédiate, le site de la Chapelle risque d'être perdu au profit d'un promoteur.**
- **Sans action immédiate, l'inventaire d'avril sera incomplet et ne reflétera pas l'histoire réelle des Laurentides.**
- **Sans action immédiate, la région perdra des pans entiers de son identité.**

Le changement de zonage doit être présenté maintenant — pas dans un mois, pas après l'inventaire, pas après les démolitions.



C'est une question de mémoire, de cohérence régionale et de responsabilité envers

Reconnaître officiellement deux sites



comme fondateurs

Les
véritables
berceaux du
peuplement
régional :

Deux rivières, deux racines, deux oublis

La **rivière des Mille Îles** et la **rivière du Nord** ont été les **vecteurs de colonisation**, mais leurs rives sont aujourd'hui **morcelées, urbanisées, effacées**.

Ces deux sites sont les **premiers jalons du peuplement régional**, mais **n'apparaissent plus comme fondateurs** dans les récits municipaux modernes. Ils sont devenus des **lieux périphériques**, alors qu'ils étaient des cœurs originels.

Ce que cela révèle

La **mémoire territoriale est fragmentée** : les municipalités modernes ne reflètent pas toujours les origines historiques.

Les **sites fondateurs sont souvent isolés**, sans continuité narrative ni protection cohérente.

La **cartographie administrative a effacé la cartographie historique**.

Le site de La Chapelle

Saint Jérôme

La maison Abraham Dubois

Boisbriand.



Le site de **La Chapelle**, premier lieu d'occupation de Saint Jérôme, abrite les fondations de la chapelle Saint Jean Chrysostome (1821) et la **maison Charbonneau**.

La **maison Abraham Dubois**, construite vers 1816, est l'un des plus anciens bâtiments de Boisbriand, témoin de la colonisation le long de la rivière des Mille Îles.

Ces lieux incarnent la mémoire vivante du territoire, les trajectoires oubliées de nos de la colonisation, et les racines profondes.

Élément commun	Maison Abraham Dubois	Site de La Chapelle (Saint-Jérôme)
Début du peuplement	Vers 1816, sur la rivière des Mille Îles	Vers 1821, sur la rivière du Nord
Accès par voie d'eau	Navigation fluviale, axe de colonisation	Route fluviale vers les terres du Nord
Premières terres concédées	Ancienne seigneurie des Mille-Îles	Ancienne seigneurie Dumont
Maison de colonisation	Maison en bois, typique du début du XIX ^e	Chapelle en bois, fondations retrouvées
Noyau villageois disparu	Boisbriand moderne a absorbé le site	Saint-Jérôme moderne a déplacé le centre
Statut actuel	Maison isolée, citée mais peu valorisée	Site archéologique, animé mais marginalisé



La discontinuité historique qui secoue aujourd'hui les Laurentides et qui se cristallise à Mirabel autour du TGV, du statut hors MRC et des revendications territoriales autochtones n'est pas un simple problème administratif. C'est une fracture profonde entre mémoire blessée, structures institutionnelles incomplètes et absence de récit commun. La réparer exige d'agir simultanément sur ces **trois plans**.

Reconstituer la continuité historique : reconnaître les trois couches du territoire



1) Reconstituer la continuité historique : reconnaître les trois couches du territoire

La région vit aujourd'hui un chevauchement non résolu entre :

- **La couche autochtone** : territoire traditionnel anishinaabe, jamais cédé par traité, dont les revendications actuelles portent sur l'usage, la gouvernance et la mémoire.
- **La couche seigneuriale et paroissiale** : celle qui fonde la naissance des Laurentides, dont la Chapelle et la Maison Dubois sont les pierres d'origine.
- **La couche contemporaine** : Mirabel hors-MRC, l'aéroport, les expropriations, et maintenant le TGV qui réactive les traumatismes.

Aujourd'hui, ces trois couches ne se parlent pas. La discontinuité vient précisément de là.

Remédier à cette rupture exige de créer un espace institutionnel où ces trois couches peuvent coexister, se reconnaître et se répondre.

2) Réparer la fracture mémorielle : Mirabel comme épïccentre du traumatisme

Le TGV réactive la blessure de 1969 : expropriations massives, perte de terres agricoles, absence de consultation, sentiment d'injustice.

Les agriculteurs le disent encore : « on rouvre une cicatrice » .

Pour rétablir la continuité, il faut :

- **Reconnaître officiellement le traumatisme historique** (expropriations, démantèlement partiel de l'aéroport, perte d'identité).
- **Créer un mécanisme de réparation symbolique** : un lieu de mémoire, une commission locale, un engagement public que « les erreurs du passé ne se répéteront pas » — engagement déjà exprimé par la mairesse.
- **Intégrer les agriculteurs dans la gouvernance du territoire**, non comme acteurs consultés, mais comme co-décideurs.

Sans cette réparation, toute nouvelle infrastructure fédérale sera vécue comme une agression.

3) Résoudre la discontinuité institutionnelle : Mirabel hors-MRC

Mirabel est la seule ville de la région à ne pas appartenir à une MRC.

Ce statut crée :

- un vide de gouvernance régionale,
- une incapacité à porter une vision commune,
- une fragmentation entre Mirabel, Saint-Jérôme, Argenteuil et les autres municipalités.

Le TGV met ce vide en lumière : les élus des Laurentides réclament une gare à Mirabel, mais sans structure régionale unifiée, la revendication manque de poids politique.

La solution n'est pas d'intégrer Mirabel à une MRC existante, ce qui serait politiquement explosif et historiquement inadéquat.

La solution est de **créer une instance régionale nouvelle**, adaptée à l'histoire particulière de Mirabel et aux réalités autochtones.

4) Intégrer les Premières Nations : passer de la consultation à la co-gouvernance

Les revendications autochtones ne sont pas un obstacle : elles sont la clé pour reconstruire la continuité.

Trois principes doivent guider l'action :

- **Reconnaître l'antériorité territoriale anishinaabe** dans toute planification (TGV, protection du patrimoine, usage agricole).
- **Créer un comité tripartite** : Mirabel – Laurentides – Premières Nations, avec pouvoir réel sur l'aménagement du territoire.
- **Inclure les savoirs autochtones dans la gestion du territoire** : corridors écologiques, protection des eaux, toponymie, mémoire.

Cela permet de replacer Mirabel dans une continuité plus longue que celle de l'aéroport : une continuité millénaire.

5) Le levier stratégique : la Chapelle et la Maison Dubois comme point d'origine

Le site de la Chapelle — lieu fondateur des Laurentides — est le seul endroit où les trois couches du territoire peuvent se rejoindre :

- mémoire autochtone (territoire traditionnel),
- mémoire seigneuriale (naissance de la région),
- mémoire contemporaine (Mirabel et ses fractures).

En faire **un lieu institutionnel de réconciliation territoriale** permettrait :

- de restaurer la continuité historique,
- d'ancrer la gouvernance régionale dans un lieu légitime,
- de donner à Mirabel un rôle fondateur plutôt qu'un rôle périphérique,
- de créer un récit commun pour les Laurentides.

6) Le modèle de solution : une *Institution de gouvernance territoriale et mémorielle des Laurentides*

Une structure nouvelle, non une MRC, pourrait réunir :

- Mirabel
- Les municipalités limitrophes
- Les Premières Nations concernées
- Les acteurs agricoles
- Les acteurs patrimoniaux
- Les citoyens

Avec trois mandats :

1. **Réconciliation historique** (autochtone, agricole, expropriations).
2. **Protection et valorisation du patrimoine fondateur** (Chapelle, Maison Dubois).
3. **Planification territoriale commune** (TGV, corridors agricoles, développement durable).

Cette structure serait le premier outil réel pour réparer la discontinuité.

Proposition : Un consortium des dernières seigneureries

Nous proposons la création d'un **groupe de discussion** menant à la mise sur pied d'un **consortium neutre et professionnel**, chargé de :

- guider les MRC dans leurs décisions patrimoniales;
- protéger la légitimité historique plutôt que la seule valeur marchande;
- agir comme **gardiens du patrimoine**, dans la continuité des communautés qui veillaient autrefois sur les biens communs;
- offrir une expertise indépendante aux comités de démolition afin de favoriser la rénovation, la réhabilitation et la valorisation des bâtiments menacés.

Ce consortium permettrait enfin un **langage unifié** entre les régions administratives créées en 1969 (Lanaudière, Laurentides, Outaouais), qui furent artificiellement subdivisées en MRC, fragmentant un territoire pourtant historiquement indivisible.

7) Synthèse : la continuité se reconstruit en trois gestes

- **Reconnaître** : les blessures (expropriations), les origines (Chapelle), les droits (Premières Nations).
- **Réparer** : mémoire, gouvernance, participation citoyenne.
- **Refonder** : une institution régionale nouvelle, inclusive, enracinée dans l'histoire longue.

Pour la renaissance d'un territoire fondateur



Unification du territoire par un consortium patrimonial

Pour assurer une protection cohérente et durable du patrimoine, nous proposons la création d'un **consortium territorial**, une commission neutre et professionnelle qui guiderait les MRC dans leurs décisions. Sa mission serait de protéger la **légitimité historique** avant la valeur marchande, en agissant comme de véritables **gardiens du patrimoine**.

Ce consortium s'inscrirait dans la continuité des anciennes communautés qui veillaient sur les biens communs. Il offrirait une **expertise spécialisée** aux comités de démolition municipaux, afin de favoriser la rénovation, la réhabilitation et la valorisation des bâtiments menacés plutôt que leur disparition.

